

Burundi : Charles Nditije appelle au dialogue entre Uprona et pouvoir Cndd-Fdd

Jeune Afrique, 27/02/2014 Charles Nditije : "Le pouvoir burundais et l'Uprona doivent dialoguer" Le pouvoir burundais s'immisce depuis début février dans les "affaires internes" de l'Union pour le progrès national (Uprona), provoquant le retrait de ses membres du gouvernement. Charles Nditije (photo), président du parti, livre à Jeune Afrique sa lecture de la situation et propose des voies de sortie de crise. Président controversé de l'Union pour le progrès national (Uprona), ex-allié du Conseil national de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratisation (Cndd-Fdd, parti au pouvoir), Charles Nditije appelle au dialogue pour régler la crise politique en cours au Burundi. Début février, son parti s'est retiré du gouvernement à la suite de la révocation du premier vice-président du Burundi, Bernard Busokoza, issu de l'Uprona. Il lui était reproché de s'être opposé au décret du ministre de l'Intérieur qui a démis Charles Nditije de ses fonctions de président de l'Uprona. Une faison pour le pouvoir "d'affaiblir" sa formation politique, qui s'oppose au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, estime Charles Nditije. Jeune Afrique : Doit-on toujours vous considérer comme le président de l'Uprona ? Charles Nditije : Je suis le président de l'Uprona, élu en septembre 2012 par un congrès reconnu par le ministre de l'Intérieur et les organes du parti. Certes, nous avons des problèmes internes dans notre parti, mais c'est normal. Pourtant le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a invalidé votre présidence et vous a déchué. Ce sont les militants qui octroient la véritable légalité. Le pouvoir veut juste affaiblir l'Uprona. Edouard Nduwimana a relancé une vieille querelle entre une aile du parti, le courant de réhabilitation, et le comité central. Pourquoi ? Parce que nous étions sur le point de nous réconcilier et de redevenir politiquement forts. Le ministre de l'Intérieur s'appuie, lui, sur un jugement qui a annulé le congrès qui vous a investi. Cela date d'avant le Congrès de 2012. Un jugement auquel nous avons d'ailleurs fait appel. Toutefois, ce procès n'avait rien à voir avec mon investiture. Le vrai problème, ce sont nos désaccords avec le Cndd-Fdd concernant la révision de la Constitution. Le parti au pouvoir craint aussi l'aboutissement du processus de réconciliation au sein de l'Uprona. Nous devenons dangereux et gênant à ses yeux. L'Uprona est-il, aujourd'hui, un parti d'opposition ? Nous ne sommes plus au gouvernement. J'ai demandé aux trois ministres qui nous représentaient au gouvernement de démissionner après la révocation de Bernard Busokoza du poste du vice-président de la République. On lui reprochait de confondre ses fonctions avec celles de leader de parti. En réalité, on l'accusait d'avoir abrogé la décision du ministre de l'Intérieur de destituer au poste du président de l'Uprona. Mais de nouveaux ministres ont prêté serment, le 19 février, pour le compte de votre formation politique. Ce sont des trahîtres. Ils ont été radiés du parti par le comité central du parti qui a siégé le 16 février. Par la même occasion, les membres du comité ont réitéré leur confiance en ma personne à 85%. Comment entrevoyez-vous la suite des événements ? Il appartient aux partenaires du Burundi de comprendre qu'il y a une crise et que la meilleure façon de sauver la situation est d'engager un dialogue entre les protagonistes. Si les parties restent accrochées à leurs positions, les choses vont se corser et il y aura des résistances. Propos recueillis par Yves Zihindula, à Bujumbura